

Recherche Economique et Système Mondial Capitaliste: Le Tiers Monde et l'Instrumentalisation de la Recherche

F. Yachir*

I

La recherche scientifique est un processus complexe de création et de vérification du savoir. Création du savoir, par la production de concepts, c'est-à-dire d'instruments d'appréhension de la réalité physique et sociale du monde. Vérification du savoir, par la constante mise à l'épreuve de ces instruments tant dans leur construction que dans leur pouvoir analytique.

Longtemps isolée de la sphère de la production matérielle, épisodique et individuelle, la recherche scientifique devient, avec l'avènement du capitalisme, une activité de plus en plus organisée, socialisée et soumise aux exigences de la production de marchandises.

Le capitalisme contemporain soumet la recherche scientifique aux nécessités de sa reproduction et les moyens qu'il lui affecte sont à la mesure des fonctions de reproduction matérielle et idéologique, qu'il lui assigne.

Les conditions sociales qui marquent le développement du savoir agissent différemment sur les diverses disciplines. Les sciences de la matière se différencient à cet égard des sciences de la société, dans leur objet et leurs méthodes respectifs autant que dans leurs processus d'évolution.

* Chercheur au Centre de Recherche en Economie Appliquée de l'Université d'Alger, Algérie. Communication présentée à la Conférence du CODESRIA sur les Sciences Sociales, la Recherche et le Développement national en Afrique, Khartoum, 4-8 novembre 1978.

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne peuvent en aucun cas être considérées comme représentant les opinions officielles du CODESRIA ou de l'Institut auquel l'auteur appartient.

Les sciences de la société subissent effectivement une pression plus forte de la part des exigences de la reproduction du capital ; parce qu'elles sont davantage imprégnées de l'idéologie dominante, et qu'elles ont une fonction directe dans la rationalisation capitaliste de la « gestion » des conflits sociaux.

La recherche économique, produit du découpage du savoir académique, occupe une place particulière dans la recherche en sciences sociales, et, science de l'instance dominante dans le système capitaliste, la recherche économique se présente comme la science sociale dominante.

Définie comme production et expérimentation de concepts en vue de l'appréhension des processus économiques réels, la recherche économique s'affirme en tant que sphère de production avec le développement contemporain du capitalisme.

Elle est recherche fondamentale, comme production de concepts et recherche appliquée avec leur expérimentation. Si sa dimension fondamentale comme théorie économique est inséparable du développement du capitalisme, sa dimension appliquée ne devient réellement significative qu'avec les transformations structurelles subies par ce système dans la période contemporaine. La centralisation du capital et l'interventionnisme étatique correspondent, en même temps qu'à une intégration sociale et institutionnelle de la recherche pure dans le système social capitaliste, à un développement sans précédent de la recherche économique appliquée.

L'internationalisation du capital, dans ses formes contemporaines, de même qu'elle résulte progressivement en un système économique mondial, engendre un système mondial de la recherche économique.

Ces deux systèmes présentent une caractéristique commune et entretiennent entre eux des rapports déterminés.

L'internationalisation de la recherche économique se développe selon les normes d'inégalité et de hiérarchisation inhérentes au système capitaliste.

Et tout comme l'internationalisation du capital, elle unifie l'espace mondial comme espace d'allocation des ressources et des produits de la recherche, en même temps qu'elle accentue la centralisation mondiale des décisions d'allocation. Mais l'internationalisation de la recherche porte essentiellement sur la circulation des produits et des inputs de la recherche économique, non sur ses capacités de production ou sur ses processus.

L'épuisement progressif des formes archaïques, « élémentaires » de la domination impérialiste, l'apparition de problèmes sociaux nouveaux dans les pays dépendants pour les classes dominantes liées à l'impérialisme, en même temps que la prise de conscience par la bourgeoisie monopoliste de la nécessité d'instrumentaliser la recherche en général poussent à la création de noyaux de recherche dans les pays du Tiers-Monde, encore politiquement dépendants.

Ces noyaux de recherche sont dans une première étape des purs importateurs de connaissances, spécialisés dans la production d'infor-

mations destinées à être transformées en produits de recherche dans les pays dominants.

La recherche économique apparaît dès lors dans les pays du Tiers-Monde comme une intégration dépendante à la division internationale du travail scientifique.

Si la période actuelle voit l'émergence de structures locales de recherche économique dans le Tiers-Monde, essentiellement des structures de recherche appliquée, elle est encore très loin de représenter une phase de « décolonisation » des capacités mondiales de production de la recherche appliquée.

Au contraire, le système d'éducation, de formation et de recherche économique implanté dans les pays dominés participe paradoxalement à l'enrichissement du potentiel scientifique des pays dominants.

La concentration mondiale des ressources est encore plus nette au niveau de la recherche économique fondamentale, même si de nouveaux thèmes, relatifs aux problèmes du sous-développement, viennent enrichir sa table des matières.

Précisément, si des nouveaux domaines d'analyse apparaissent dans la théorie économique dominante, c'est en liaison avec les problèmes nouveaux de fonctionnement de l'impérialisme dans les pays du Tiers-Monde. L'extension du champ thématique relève de la constitution du système mondial de la recherche, et de la détermination des fonctions de la « science économique » immédiatement au plan de l'espace mondial du capital. En d'autres termes, la recherche économique se voit assigner une fonction instrumentale au niveau de l'économie mondiale capitaliste dans son ensemble.

Si le système mondial de la recherche est déterminée par les exigences de la reproduction du système mondial du capitalisme, les pays du Tiers-Monde, intégrés à ces deux systèmes, se voient indirectement appelés à assurer l'efficacité de l'impérialisme et partant de leur propre exploitation.

Dans leur activité de recherche, ces pays participent alors, à leur corps défendant, à la reproduction de leur place dépendante dans le système impérialiste.

Ils y participent en ce sens que en déterminant l'affectation de leurs maigres ressources scientifiques selon des priorités dictées par une logique extérieure, ils contribuent à développer le type de recherche qui permet précisément de rationaliser le rapport d'exploitation et d'oppression qui les lie aux pays dominants.

L'effort scientifique du Tiers-Monde confine ici à l'absurdité, en ce qu'il bénéficie principalement aux pays avancés, dont il renforce la position dominante. Les ressources, extrêmement rares, en particulier en force de travail qualifiée, concourent à l'extension du potentiel scientifique de l'impérialisme.

La manifestation la plus visible de ce tribut est évidemment l'exode des scientifiques du Tiers-Monde vers les métropoles du système capi-

taliste mondial. Mais le « brain drain » ne constitue que la partie visible de l'iceberg et « l'exode intérieur » apparaît bien plus important qui se traduit par l'inadéquation du système de recherche et de formation aux exigences d'un développement social autonome.

La problématique des rapports entre la recherche économique et le développement national peut à présent être précisée. Doublement intégrés au système de l'économie mondiale capitaliste et à celui de la recherche, les pays du Tiers-Monde voient leur développement conditionné par une double rupture.

Rupture avec les mécanismes de reproduction de la division internationale du travail et rupture avec l'organisation mondiale des fonctions et des moyens de la recherche économique. Si la transformation des conditions sociales qui fondent l'intégration dépendante de ces pays à l'économie mondiale est le facteur principal, dans le processus de libération économique et sociale, la réorientation de l'activité scientifique du Tiers-Monde dans le sens des besoins de développement s'impose néanmoins comme une nécessité propre, subordonnée à la transformation de la place des pays du Tiers-Monde dans le système économique mondial, la mise en place de nouveaux processus de production de connaissances théoriques et pratiques conditionne en retour cette transformation.

La séparation d'avec le système mondial de la recherche économique doit permettre effectivement de soustraire l'allocation des moyens et des produits de la recherche à l'influence des déterminations extérieures en même temps que de recentrer ses fonctions et ses finalités dans le sens du développement national autonome.

Si la nécessité du développement d'un système de recherche alternatif dans les pays du Tiers-Monde paraît clairement établie, le contenu d'un tel développement s'avère plus difficile à définir, en raison de la complexité des rapports entre le système économique du capitalisme et le système mondial de la recherche économique.

II

A cet égard, deux positions principales peuvent être repérées. La première consiste à affirmer la nécessité dans le Tiers-Monde d'un développement exclusif de la recherche appliquée. L'ampleur et l'urgence des problèmes à résoudre, face à la pauvreté des moyens, doit inciter les pays du Tiers-Monde à consacrer toutes les ressources scientifiques à la résolution pratique de questions immédiates, laissant la recherche fondamentale aux pays dominants.

Cette thèse, qui a pour elle l'avantage de la simplicité et la force de l'évidence, véhicule la vieille illusion empiriste selon laquelle les faits parlent d'eux-mêmes, en même temps que l'idée fausse d'une absence de détermination sociale de la recherche théorique qui lui forge ses concepts et dans des conditions sociales déterminées, la thèse précédente aboutit de fait à la reproduction de la vision coloniale du travail

dans la recherche économique. Division coloniale entre producteurs et « consommateurs » de concepts, qui soumet la recherche économique dans le Tiers-Monde aux exigences de la reproduction du système impérialiste.

La seconde position relative à la recherche économique dans le Tiers-Monde se veut plus radicale, en ce qu'elle désigne le soubassement théorique de la recherche comme l'obstacle principal. Ce n'est pas l'insuffisance de la recherche appliquée qui fait problème, dans les pays du Tiers-Monde, mais son développement sur la base d'appareils conceptuels importés des pays capitalistes dominants.

La libération de la recherche économique passe dès lors par la production d'une théorie alternative pure et simple des pays du Tiers-Monde dans la recherche appliquée.

Si une telle position établit clairement le lien entre la production des concepts et leur application, elle relève d'une analyse trop schématique du rapport entre la recherche théorique et les conditions sociales qui fondent sa diffusion.

Le sous-développement est bien le produit historique du développement du capitalisme à l'échelle planétaire et sa théorie est nécessairement une théorie de l'extension du capital.

Si la recherche économique fondamentale dans le Tiers-Monde doit être une alternative à la théorie dominante (néo-classique ou keynésienne), elle ne peut être autre chose que la théorie du développement capitaliste. Son objet n'est pas extérieur au champ du capital, et plutôt qu'une théorie alternative à celle du capitalisme, elle est analyse des formes spécifiques du développement de ce mode de production dans les formations sociales dépendantes.

Les deux positions rappelées renvoient à l'analyse du rapport entre l'économie mondiale capitaliste et le système mondial de la recherche économique.

La recherche économique est localisée à la fois dans la superstructure du capitalisme, par son statut de science sociale, et dans son infrastructure, par son incorporation dans le procès de développement des forces productives.

Cette double localisation autorise à envisager la recherche économique et son rapport au système capitaliste à travers la problématique des rapports entre infrastructure et superstructure.

Le système de recherche économique est donc à la fois déterminé par les besoins de la reproduction capitaliste et relativement autonome par rapport à cette reproduction.

La détermination de la recherche économique par les exigences de la reproduction du capital s'apprécie à différents niveaux de l'activité de recherche. En tant que la recherche économique est une activité scientifique, ou plus exactement une activité de production de connaissances théoriques, une telle détermination renvoie aux conditions historiques du développement des sciences de la société et en particulier de l'économie politique.

Mais elle renvoie aussi à la problématique de l'objet et de la méthode en économie politique, c'est-à-dire aux conditions sociales dans lesquelles sont spécifiés un domaine et une méthode propres à l'analyse économique. Rappeler cette démarche c'est, au-delà de l'interrogation sur la validité scientifique de l'économie politique, désigner le lien entre une production théorique et la formation sociale, avec sa structure et ses rapports de classe déterminés, dans laquelle elle prend forme.

L'histoire de la théorie économique connaît, de façon très schématique, trois phases principales : la phase classique, la phase néoclassique et la phase keynésienne. La division entre ces trois phases dans le temps, dans les thèmes et dans les approches n'est pas aussi clairement tranchée qu'on ne l'admet habituellement, mais on peut admettre qu'elles correspondent à trois moments distincts du développement du capital.

L'économie politique de Marx, ou plus exactement, la critique que fait Marx de l'économie politique fonctionne comme une objection permanente et radicale aux théories classiques, néoclassiques et keynésiennes. La coexistence non pacifique à partir du milieu du XIX^e siècle entre l'appareil conceptuel marxien et celui des néoclassiques répercute dans la sphère de la théorie économique une contradiction sociale essentielle. De ce point de vue, l'analyse économique apparaît comme étant déterminée par les rapports sociaux du capitalisme, c'est-à-dire de façon contradictoire.

Ces rapports sociaux se retrouvent dans l'analyse économique tant du point de vue des exigences de la reproduction du mode de production dominant que du point de vue des nécessités de la contestation de ce mode. Ce qui est vrai de la confrontation de l'analyse marxienne avec l'analyse classique, néoclassique et keynésienne l'est aussi de la confrontation entre ces trois derniers courants, même si l'opposition entre l'analyse classique et l'analyse néoclassique, par exemple, ou entre celle-ci et l'analyse keynésienne possède un autre statut, en ce qu'elles expriment des points de vue de fractions différentes de la classe dominante plutôt que ceux de classes sociales opposées.

A tout moment par conséquent, l'économie politique sera traversée par des courants théoriques différents voire contradictoires dans leurs interrogations autant que dans leurs réponses.

Interrogations et réponses constamment produites dans le contexte d'une structure sociale déterminée, exprimant généralement des points de vue de classes ou de fractions de classes, et liés plus ou moins étroitement à la pratique sociale de celles-ci. Si la théorie économique recèle constamment des approches et des thématiques, contradictoires ou simplement différenciées, cette situation est néanmoins socialement contrôlée, dans la mesure où l'existence d'une classe dominante permet et exige tout à la fois la prépondérance d'une approche théorique parmi d'autres et d'une thématique parmi d'autres.

La préminence d'une approche théorique en économie politique est le fruit d'une reconnaissance sociale. Une théorie économique ne

s'affirme comme théorie dominante qu'en raison de sa conformité aux normes scientifiques définies par la classe ou la fraction de classe dominante. La recherche économique qui exprime les points de vue de classes dominées ou exploitées, ou qui est liée à la pratique sociale de celles-ci, non conforme à ces normes scientifiques, sera nécessairement marginalisée.

La prépondérance d'un type d'analyse est sociale et non point scientifique, puisqu'elle se fonde sur son aptitude à l'instrumentalisation par la classe dominante plutôt que sur sa capacité à dévoiler les lois d'organisation et de fonctionnement de la formation sociale.

Une telle situation ne se dément que dans les périodes de transition, où les rapports de classes deviennent des rapports instables et dans lesquelles aucune classe sociale, ou fraction de classe ne parvient à structurer la société à son profit.

III

Le développement historique de la théorie économique suit de très près le développement historique du capital, et les grandes crises de la théorie coïncident avec les périodes de bouleversements ou d'instabilité du système capitaliste.

L'économie politique classique apparaît et se développe dans les brèches ouvertes par le mercantilisme dans l'idéologie économique féodale, à un moment où le capital anglais sort de la période d'accumulation primitive et où le pouvoir économique passe des mains de l'oligarchie marchande à celles des capitaines d'industrie.

La pensée marginaliste, avec Marshall, Jevons, Menger et Walras émerge avec l'achèvement de l'industrialisation capitaliste extensive en Grande-Bretagne et en France et les prémisses de l'impérialisme moderne au point que Boukharine la baptise « économie politique du rentier ». Le succès de l'analyse keynésienne est inséparable de la commotion ressentie par la classe dominante des pays avancés lors de la grande crise de 1929 et du chômage massif des années d'avant guerre.

Enfin la crise actuelle de l'économie mondiale capitaliste intervient pour une large part dans la remise en question, dans les institutions officielles de la recherche économique des pays dominants, des paradigmes néoclassiques et keynésiens, et le recours aux concepts et aux problématiques de l'économie politique ricardienne (Sraffa), voire de l'économie politique marxienne. Ces crises, qui s'analysent comme des ruptures, plus ou moins brutales, plus ou moins profondes et plus ou moins durables du système économique du capitalisme et de la théorie dominante de ce système, permettent précisément de spécifier leurs phases de stabilité relative.

Ricardo renvoie à la bourgeoisie ascendante, Walras à la bourgeoisie triomphante et Keynes à la bourgeoisie interventionniste.

Dans la phase actuelle, la nécessité ressentie par le capital monopoliste mondial de rationaliser l'intervention étatique et de réguler les

conflits sociaux suscite la tentation d'un « retour aux sources » de l'économie politique bourgeoise, mais la prédominance des théories néoclassique et keynésienne dans le système mondial de la recherche économique reste largement incontestée.

Cette prédominance est fondamentalement expression, au plan de la théorie, de l'hégémonie sociale de la bourgeoisie monopoliste dans les pays de capitalisme avancé. Elle détermine l'affectation des ressources de la recherche, la définition de ses domaines prioritaires, l'orientation de ses modes d'analyse, autant que la conception de ses moyens. Les paradigmes néoclassiques et keynésiens constituent le profil dominant de la recherche économique officielle et représentent la référence principale dans l'approche des problèmes concrets du fonctionnement du capitalisme tant dans les pays dominants que dans les pays dominés.

Le contenu de l'instrumentalisation de l'analyse économique est à la fois pratique et idéologique. Contenu pratique, en ce que la recherche scientifique instrumentalisée doit fournir, au travers d'un ensemble d'approches partielles, les éléments de la rationalisation de pratiques économiques et sociales particulières.

Depuis la gestion des entreprises jusqu'à la « régulation » des conflits sociaux, les pratiques de la classe dominante nécessitent l'appréhension conceptuelle de situations déterminées en vue de la définition des politiques correspondantes. Contenu idéologique, puisque l'élucidation de phénomènes localisés doit nécessairement s'arrêter en-deça de l'interrogation globale sur des lois essentielles de la reproduction du système capitaliste. En ce sens, la fonction de la recherche économique officielle est une fonction d'occultation des rapports sociaux du capitalisme et d'obscurcissement du lien qui les rattache à l'ensemble des pratiques sociales particulières. Ce double contenu peut être aisément illustré.

La théorie de l'équilibre général possède un remarquable pouvoir idéologique en ce qu'elle présente, certes dans une approche statique et réductrice, la vision d'une économie idéale fondée sur la propriété privée des moyens de production, (les détenteurs du facteur capital), mais dont les classes sociales sont absentes et dans laquelle l'échange libre des produits et des services assure une allocation optimale des ressources et une répartition équitable du revenu social. Mais lorsqu'elle permet de désigner dans les pays du Tiers-Monde, l'insuffisance des communications comme obstacle majeur à la formation du marché national, elle possède un pouvoir pratique.

Lorsque l'hypothèse de l'homogénéité du produit est remplacée par celle de sa différenciation, il devient possible de rendre compte de situations concrètes dans lesquelles la distribution est assurée par des petites entreprises et la demande locale ou individuelle inélastique par rapport aux prix (le cas du commerce de détail qui peut être expliqué par la théorie de la concurrence imparfaite de Mrs J. Robinson ou de la concurrence monopolistique de Chamberlin).

La théorie du monopole et de l'oligopole, sans jamais poser la question de la genèse de l'oligopole à travers le processus dynamique de la concurrence, encore moins celle du rapport à la reproduction capitaliste, permet de comprendre le fonctionnement d'une structure oligopoliste ou monopoliste, donnant par la même à la classe dominante les éléments nécessaires à la rationalisation de ce fonctionnement.

De façon significative d'ailleurs, les approches partielles de l'organisation et du fonctionnement des marchés ont progressivement acquis d'abord aux Etats-Unis, ensuite en Europe et au Japon, une place de choix dans la théorie économique officielle.

La théorie de la croissance dans sa formulation post-keynésienne (modèles de Harrod, Domar, Kaldor, Robinson...) ignore complètement le rapport entre la structure de classe du capitalisme et les problèmes d'équilibre sur le marché des produits et de la force de travail, mais définit les conditions et les possibilités d'une accumulation capitaliste à long terme.

Si au plan des modèles, la possibilité d'une accumulation équilibrée est seulement d'ordre théorique, alors que sa réalisation historique est aléatoire, les variables économiques et sociales déterminant l'équilibre dynamique (le taux moyen d'accumulation du capital, la répartition du revenu, le volume de l'épargne possible, les prix et les salaires, la technologie, le taux de profit) sont néanmoins identifiées, et avec elles les domaines d'intervention de la classe dominante. La théorie de l'inflation ignore généralement le caractère social de la dépréciation monétaire pour n'en envisager que les dimensions techniques, mais elle identifie néanmoins des aspects du phénomène sur lesquels pourra porter l'intervention étatique (politique des revenus, politique budgétaire, fiscale...).

La théorie de l'échange international, dans sa formulation néo-classique ou même néo-ricardienne, élude le problème de la formation du système économique mondial du capital, pour analyser la structure des échanges de marchandises entre les espaces (des nations), de libre circulation du capital et des travailleurs. Pourtant cette théorie fournit indirectement aux classes dominantes des instruments de politique commerciale, par exemple la liaison entre taux de salaire et tarifs douaniers, entre taux de change et prix à l'exportation.

L'analyse économique officielle, ou si l'on préfère le courant prédominant dans la recherche en économie politique, réalise ce tour de force d'éclairer la multitude des situations locales concrètes sans jamais dévoiler la logique globale qui les unit et qui leur donne leur pleine signification. L'accumulation de vérités partielles ne débouche nullement de la sorte, sur une vérité générale, relative au système économique et social dans son ensemble.

Ce mystère de la juxtaposition de vérités partielles ne résultant jamais en une vérité globale, plonge ses racines dans la pratique sociale des classes dominantes. Autant celles-ci ont intérêt à occulter les lois de la reproduction des processus sociaux qui fondent leur hégémonie,

autant elles ont besoin d'appréhender pour tenter de contrôler les situations concrètes diverses que fait apparaître constamment le développement de ces processus sociaux. L'absence de validité scientifique de la théorie économique officielle apparaît dès lors comme étant compatible avec l'élucidation d'aspects partiels des phénomènes étudiés, et la définition sur cette base de politiques visant à rationaliser les pratiques sociales particulières de la classe dominante.

Quelle meilleure illustration de ce paradoxe que le fonctionnement du système capitaliste à l'échelle mondiale en dépit de l'indigence scientifique de l'analyse qui se donne pour sa théorie économique officielle ? Le double contenu pratique et idéologique de l'instrumentalisation de l'analyse économique se retrouve dans la position du Tiers-Monde par rapport à la théorie dominante. L'internationalisation de la recherche économique est loin d'affecter la recherche fondamentale, dont les ressources restent pour l'essentiel centralisées au sein des métropoles impérialistes. Mais l'intégration du Tiers-Monde dans l'économie mondiale capitaliste le constitue en tant qu'objet d'analyse pour la théorie économique dominante.

En dépit de rares tentatives, au demeurant extrêmement ambiguës, visant à fonder une approche théorique nouvelle, des problèmes du sous-développement (cf. Boecke et la théorie économique des « sociétés traditionnelles », Georgescu-Roegen et l'analyse des sociétés agraires), l'émergence du Tiers-Monde dans la théorie économique dominante a correspondu soit à l'ouverture de nouveaux domaines dans le champ de cette théorie (par exemple l'économie du développement), soit à l'insertion dans des problématiques plus larges, là encore formulés sur la base de paradigmes néoclassiques et keynésiens, recouvrant des aspects nouveaux du fonctionnement de l'économie mondiale (cf. la théorie de la firme multinationale, et de façon plus générale les théories empiriques de l'avantage comparatif fondé sur la diffusion internationale de l'innovation, les imperfections du marché, les effets de démonstration, etc...).

La théorie du développement, par la diversité de ses formulations (Lewis, Eckaus, Higgins, Nurkse, Hirschman, Fei et Ranis) se donne pour une théorie alternative à celle de la croissance. La spécificité du phénomène de sous-développement est définie en termes de degré de développement du capitalisme. Dans une telle optique le sous-développement, et c'est ce qui le distingue du développement, représente soit un retard, (cf. Rostow) soit une restriction spatiale ou sectorielle de l'expansion capitaliste (théories du dualisme).

L'ouverture de la théorie économique officielle aux problèmes du Tiers-Monde s'effectue ainsi par un double mouvement d'extension de catégories conceptuelles et de constructions d'approches annexes, dont la fonction est de souligner l'universalité des méthodes d'analyse. Le Tiers-Monde subit dès lors la prédominance sociale des théories néoclassiques et keynésienne. Tout comme dans les pays capitalistes avancés ces analyses fournissent un ensemble de questions et de réponses partielles mais jamais les éléments d'une interrogation sur les fondements du système mondial capitaliste.

En d'autres termes, la question élémentaire qui se pose aux formations sociales du Tiers-Monde, celle de leur intégration à l'économie mondiale capitaliste, ne peut être posée par la théorie économique dont ils subissent l'hégémonie.

IV

En tant que la recherche économique est une production de connaissances pratiques, sa détermination sociale apparaît plus clairement que pour la recherche fondamentale.

La recherche appliquée, en économie comme dans les autres sciences se veut d'ailleurs elle-même explicitement orientée vers la résolution des problèmes pratiques du fonctionnement de la société. Plus limitée dans ses ambitions, moins aléatoire, dans ses résultats, plus apte à la programmation, la recherche économique appliquée est l'idéal de la recherche instrumentalisée. Aussi apparaît-elle de plus en plus privilégiée dans l'allocation des ressources scientifiques dans le capitalisme contemporain, ce privilège étant la mesure de l'acuité grandissante des difficultés de la reproduction sociale.

Les mêmes raisons expliquent l'intégration de la recherche économique appliquée, de façon beaucoup plus importante que pour la recherche fondamentale, dans le système économique capitaliste, au point qu'elle tend à constituer une sphère distincte de l'activité des principaux agents économiques et sociaux (institutions étatiques, entreprises, syndicats).

Au demeurant cette intégration de la recherche appliquée ne recouvre pas nécessairement une intégration de ses appareils aux institutions économiques en raison de l'intervention croissante de celles-ci dans le financement de la recherche et de l'évolution de son statut (contractualisation).

Nourrie par les concepts de la théorie économique dominante, la recherche appliquée possède elle aussi un contenu pratique et idéologique. Mais la dimension pratique de la recherche instrumentalisée s'affirme, avec la recherche appliquée, comme la dimension principale.

Fortement sollicitée, la recherche appliquée développe l'application des concepts des théories néoclassiques ou keynésiennes, à travers la mise en place d'un impressionnant dispositif statistique et économétrique.

Elle fonctionne en liaison étroite avec les nécessités immédiates de la reproduction capitaliste, et ses thèmes sont conditionnés dans leur hiérarchie par les priorités que définit pour la classe dominante l'évolution de son environnement social.

L'économie du travail, ou celle des « relations industrielles » prend son essor dans les pays capitalistes avancés dans un contexte marqué à la fois par la généralisation du taylorisme et du fordisme dans l'organisation du travail et par les pratiques réformistes des syndicats.

L'économie de l'entreprise s'impose lorsque la maturation des structures oligopolistes fait apparaître l'entreprise comme un lieu principal de définition de politique économique.

La mise au point de modèles économétriques pour l'économie dans son ensemble répond à l'émergence de la technique de la programmation dans les pays dominants, de même que l'économie de l'éducation fait écho à la nécessité ressentie par la classe dominante des pays avancés de réaliser une plus grande adéquation du système de formation au système économique.

La recherche sur l'énergie et les matières premières se développe de façon significative par suite du changement brutal des prix relatifs mondiaux et de la mise en question de la distribution internationale du pouvoir de disposer de ressources naturelles. Ces grandes branches de la recherche économique appliquée dans les pays dominants correspondent ainsi aux problèmes immédiats que le système capitaliste connaît dans la période contemporaine, en ses poles dominants. De ce fait, ces axes de la recherche s'imposent à l'ensemble des pays participants à l'économie mondiale capitaliste, et en particulier aux pays du Tiers-Monde.

Le système d'éducation et de recherche implanté dans ces derniers reproduit très largement les priorités déterminées à partir des problèmes des formations sociales dominantes. Une partie appréciable des ressources scientifiques du Tiers-Monde vient dès lors contribuer à l'analyse concrète des difficultés rencontrées par les économies capitalistes développées.

L'intégration du Tiers-Monde dans l'économie mondiale capitaliste fait cependant apparaître des besoins spécifiques de recherche appliquée, qui naissent des problèmes pratiques du fonctionnement de l'impérialisme dans les pays dominés. Le paradoxe est que, si les pays du Tiers-Monde se voient investis d'une fonction à ce niveau, en liaison avec les intérêts propres des classes dominantes locales, la prise en charge de ses besoins s'effectue principalement au sein des pays avancés.

L'intégration dépendante du Tiers-Monde dans le système mondial de la recherche économique se confirme dès lors pour la recherche appliquée autant que pour la recherche fondamentale.

A un premier niveau, une telle intégration signifie que la recherche économique locale se voit assigner des fonctions qui sont celles de la recherche économique dominante au plan mondial, des fonctions de reproduction du système de l'économie mondiale capitaliste.

Par sa participation, indirecte, à travers de rares noyaux de recherche théorique, ou directe, avec l'exode des compétences, au développement mondial de la théorie économique dominante, le Tiers-Monde contribue en même temps à l'occultation des fondements de l'organisation de l'économie mondiale et à la production d'un savoir opérationnel éclairant les pratiques sociales de la bourgeoisie monopolistes des pays dominants.

Par l'affectation de ses ressources scientifiques à la recherche appliquée en économie, selon des priorités dictées de l'extérieur, le Tiers-Monde apporte son concours de façon implicite à la résolution des problèmes immédiats du fonctionnement du système impérialiste tant en centre qu'à la périphérie.

A un second niveau, l'intégration au système mondial de la recherche économique représente une forme particulière de la division internationale du travail dans la production de connaissances économiques. Si la recherche théorique reste massivement concentrée dans les institutions étatiques ou privées de pays capitalistes avancés, la recherche appliquée connaît effectivement un processus limité mais réel d'internationalisation.

La libération politique des pays du Tiers-Monde a coïncidé avec la mise en place de structures de recherche appliquée ou à l'extension des noyaux existants, implantés d'utemps de la colonisation. Lié de façon évidente aux problèmes sociaux et économiques de ces pays, le processus de développement de la recherche économique locale a revêtu l'aspect d'une substitution aux importations dans la sphère de la production scientifique. La recherche locale prend effectivement le relais de la recherche « importée », sur la base des demandes sociales auparavant satisfaites par cette dernière. Mais précisément ces demandes sociales, même si elles ne s'expriment pas sous une forme monétaire comme dans un processus classique de substitution aux importations, relèvent d'une structure de distribution inégale du pouvoir et du revenu. Dès lors, le procès d'« import-substitution » de la recherche économique appliquée recèle les mêmes tendances que le même procès qui affecte la production des marchandises. La dialectique des rapports entre structure de la demande, nature des produits, choix des techniques, et distribution du pouvoir joue aussi dans la sphère de la production des connaissances.

Elle en détermine les domaines d'intérêts et la configuration des moyens.

Dans la mesure où les classes dominantes locales s'insèrent dans les alliances de classes dominées par la bourgeoisie monopoliste des métropoles, l'indépendance politique n'introduit que peu de changement dans l'affectation des ressources de la recherche économique appliquée, et celle-ci demeure essentiellement vouée à la résolution des problèmes immédiats de l'impérialisme, tels qu'ils se posent au niveau des pays dépendants.

Le processus de substitution des importations dans la recherche économique comporte dès lors les mêmes éléments de blocage que l'import-substitution des industries de biens de consommation et de biens de production. En ce sens, il ne peut déboucher à terme sur un développement local autonome et auto-entretenu de la recherche économique dans les pays du Tiers-Monde.

L'import-substitution de la recherche appliquée représente une forme de division internationale du travail dans l'activité scientifique. A la simple circulation internationale des produits et des inputs de la recherche se substitue en effet, certes de façon très partielle, l'éclatement à l'échelle internationale des processus de production des connaissances économiques.

Cette division internationale du travail, déterminée à partir des pôles dominants du système mondial de la recherche économique, porte essentiellement sur les domaines pour lesquels préexiste une

demande sociale au niveau des pays du Tiers-Monde eux-mêmes. Ces domaines correspondent approximativement aux nécessités immédiates de la reproduction impérialiste au niveau local, même si celle-ci est médiatisée par des classes sociales qui assurent le relais de la bourgeoisie monopoliste.

Une recension rapide des programmes de recherche économique appliquée dans la plupart des pays du Tiers-Monde illustre clairement cette orientation.

Les problèmes du développement capitaliste de l'agriculture apparaissent par exemple comme étant prédominants dans la plupart des centres de recherche des pays dominés, leur appréhension se faisant au travers d'une série d'approches parcellaires recouvrant des aspects particuliers de ce développement (problèmes des engrais, du machinisme agricole, du milieu écologique, ou de la commercialisation des produits...), plutôt qu'à travers une analyse globale des conditions locales et internationales de la diffusion du capital.

Le thème de la « révolution verte » est à cet égard particulièrement significatif des finalités et de la méthode d'approche de la recherche économique appliquée dans certains pays du Tiers-Monde. Les problèmes démographiques représentent un autre chapitre important dans la table des matières de la recherche appliquée effectuée dans le Tiers-Monde.

Les études sur les conséquences démographiques des transformations sociaux-économiques, ou sur les liaisons entre politiques industrielles et politique démographique s'inscrivent dans la tradition coloniale ou néo-coloniale de la recherche d'une adaptation de la démographie à l'économie, comme solution aux contradictions sociales. Les études sur l'industrialisation présentent pour la plupart un caractère ponctuel et se dispersent en une infinité de recherches particulières, qui correspondent à autant d'échecs de l'industrialisation capitaliste dans le Tiers-Monde : recherches sur le chômage, la petite et moyenne industrie, l'épargne des entreprises. Ainsi, la recherche économique appliquée dans les pays du Tiers-Monde, à quelques exceptions près, épouse les aspérités du développement dépendant et s'efforce de les réduire au moyen d'un traitement de surface qui effleure à peine le cours général des choses.

Si l'on mentionne encore quelques recherches sur l'inflation, sur la discipline ouvrière, sur les motivations des cadres économiques, sur les coûts de l'éducation on aura brossé un tableau relativement complet des centres d'intérêts des institutions officielles de la recherche économique appliquée dans la plupart des pays du Tiers-Monde. Le procès d'import-substitution de la recherche s'analyse ainsi comme une délocalisation, limitée au « marché » local, de segments des processus productifs de connaissances économiques. Les études globales, fondées sur l'application des appareils conceptuels de la théorie dominante, s'avère extrêmement rares, dans les pays dépendants. Tant les analyses concrètes ou historiques des processus économiques d'ensemble (la croissance et son encadrement social, le progrès technologique, le commerce international, la planification...) que les analyses quanti-

tatives des économies de pays du Tiers-Monde restent très largement concentrées au sein des pays dominants.

Non seulement l'analyse théorique du sous-développement et du développement demeure le privilège des pays développés, mais l'approche concrète des problèmes économiques et sociaux du Tiers-Monde et aussi dans une grande mesure extérieure.

Les grands axes, les méthodes de la théorie du « développement », aussi bien que les études globales sur l'expérience économique du Tiers-Monde restent essentiellement le produit de quelques institutions de recherche des pays dominants. Des centres comme le Massachusetts Institute of Technology, L'Economic Growth Center de l'Université de Yale, l'Université de Harvard ou Stanford Research Institute pour les Etats-Unis, l'Institute of Development Studies de l'Université de Sussex et les centres de l'Université d'Oxford pour la Grande-Bretagne, l'Institut d'Etudes du Développement Economique et Social et l'Ecole Pratique des Hautes Etudes pour la France, représentent les centres principaux de production des connaissances théoriques et pratiques relatives au Tiers-Monde.

La division internationale du travail que comporte la substitution aux importations dans le processus de la recherche s'avère par conséquent extrêmement limité, puisqu'elle se réduit à une étroite spécialisation des pays du Tiers-Monde dans l'étude des aspects les plus partiels et les plus immédiats du développement du capitalisme dans le Tiers-Monde.

L'import-substitution de la recherche affecte également la conception des moyens de cette recherche. Dans la plupart des pays du Tiers-Monde, les institutions de la recherche économique sont calquées sur celles des pays dominants. La recherche économique est effectivement conçue en référence à des normes de division techniques et sociales du travail qui reflètent l'état de développement des pays capitalistes avancés. Cela se traduit par une spécialisation fonctionnelle et institutionnelle de la recherche économique, qui réduit l'efficacité de ses moyens en même temps que la capacité d'absorption de ses produits.

L'effort de développement local de la recherche est, de plus étroitement lié à la politique de l'éducation et de l'enseignement supérieur, et les caractères du système implanté pour la recherche subissent l'impact des modes d'organisation et de fonctionnement du système d'enseignement des pays du Tiers-Monde.

V

Les principes d'une libération de la pensée et de la pratique économiques dans le Tiers-Monde se fondent nécessairement sur la préparation des conditions d'une rupture des sociétés dépendantes avec le système mondial qui les a engendrées.

Dans la sphère de la recherche économique ces principes apparaissent essentiellement au nombre de trois.

Le premier principe a trait au type d'analyse économique que nécessite l'appréhension des problèmes de la libération économique

et sociale du Tiers-Monde. Si une approche théorique nouvelle est nécessaire, celle-ci ne peut être envisagée comme une création ex-nihilo. Si la théorie économique officielle du capitalisme est par nature incapable d'éclairer les fondements de l'intégration du Tiers-Monde à l'économie mondiale capitaliste, une théorie alternative ne peut ignorer ou nier cette intégration. L'analyse scientifique du Tiers-Monde doit nécessairement partir de l'économie de Marx, c'est-à-dire de la théorie scientifique du capitalisme, pour développer l'approche originale des formes spécifiques du développement du capitalisme dans les pays d'Asie, d'Afrique, et d'Amérique Latine.

Le second principe désigne la nécessité d'une réorientation de la recherche économique appliquée dans le sens de la maîtrise des processus complexes de la transition vers le socialisme. Cette réorientation est d'ailleurs la condition d'un renouvellement de l'analyse scientifique du capitalisme comme système mondial.

Le troisième principe renvoie aux formes d'organisation de la recherche économique. La plus grande efficacité des moyens de la recherche, tout comme l'absorption plus large de ses produits, sont subordonnées à une distribution sociale différente de l'activité scientifique.

SUMMARY

In a system where academic knowledge is sub-divided, Economics has achieved pride of place in Social Science Research. The internationalisation of capital has given birth to a world system of economic research, with all the inequalities inherent in the capitalist system.

Within the Third World, Economic research goes through a process of dependent integration in the International division of scientific labour, thus reproducing the dependent status of these countries in the imperialist system : the division between « producers » and « consumers » of concepts. What is lacking in social science research in the Third World is not so much applied research as the development of this research on the basis of alternative theories of development, and the reason for this may be found basically in the relationship between theoretical production and a social formation with its structure, its class relations, etc. The historical development of economic theory follows very closely the historical development of capital and the serious crises of this theory coincide with the great upheavals of instability of the capitalist system. Ricardo refers to the rising bourgeoisie, Walras to the triumphant bourgeoisie and Keynes to interventionist bourgeoisie. Similarly the integration of the Third World in the world capitalist system explains its place in the predominant economic theory with the import of ready made neo Classical or Keynesian conceptual categories and the acceptance of the universality of its analytical methods. In other words, the fundamental question for the Third World which is precisely its integration in the world capitalist system cannot be answered by an economic theory which is used for its domination. Nor would an « import-substitution » and applied economic research be helpful, for this is only a form of the international division of labour in scientific activity, with a very narrow specialization for the Third World limited to the study of the most partial and immediate aspects of development and underdevelopment in their region.

The author advocates the creation of conditions for a complete divorce between the dependent societies and the world system which established their dependency. An alternative theory of development must take into account the scientific theory of capitalism as was done by Marx and develop an original approach to the specific forum of capitalist development in Africa, Asia and Latin-America. Applied economic research must be redirected towards an understanding of the complex processes of transition to socialism. Finally there must be a different social distribution of scientific activity with regard to the organization of research, greater efficiency and consumption of the fruits of this research.